



Déclaration liminaire CAPL n°3 du 04 juillet 2017

La DGFIP, ses agents et ses missions font l'objet d'attaques incessantes depuis de nombreuses années.

L'élection d'Emmanuel MACRON à la présidence de la République ne va sans doute pas changer cet état de fait, lui qui a d'ores et déjà promis une réduction importante du nombre de fonctionnaires, ainsi qu'une réforme par ordonnance du code du travail.

Gageons qu'il s'attaquera aussi au statut de la fonction publique, déjà mis à mal avec le protocole PPCR, dès qu'il en aura fini avec le code du travail !

Il y a maintenant 5 mois, le directeur général a décidé de façon unilatérale la réduction drastique des moyens alloués aux élus nationaux pour la consultation et la tenue des CAPN.

Ces mesures déclinées au niveau local restreignent le temps de préparation. Le DG entend ainsi priver les agents de leur légitime droit à la défense !

La mutation est sans doute l'acte de gestion le plus important dans la carrière des agents ! Les interventions des élus pendant la CAPN permettent le règlement de nombreuses situations dramatiques liées à l'éloignement de la famille ou la maladie.

La CGT Finances Publiques vous alerte de nouveau et vous appelle à revenir à la raison.

Cette année, le mouvement fait ressortir un déficit de 1495,8 agents.

Le recrutement reste insuffisant au regard de la situation dans les services.

Une nouvelle fois la CGT FINANCES PUBLIQUES 84 demande de recruter à minima à hauteur des vacances constatées, ce qui permettrait à la quasi-totalité des rapprochements externes (RE) d'être réalisée.

La DG se doit d'appeler l'intégralité des listes complémentaires pour les agents.

En Vaucluse, nous subissons un déficit de 23,2 agents ETP, autant de suppressions d'emploi déguisées. La réponse de la DG, face à cette pénurie de personnel, c'est le recrutement d'apprentis et de services civiques à bas coût, on croit rêver !

La CGT FINANCES PUBLIQUES 84 ne peut accepter une telle situation, et s'oppose à la pratique de la chaise vide, désormais habituelle, et demande que les postes soient pourvus dans leur intégralité grâce à l'appel de la liste complémentaire et dans le respect des règles de gestion.

La poursuite du démantèlement du maillage territorial, la fermeture de la Trésorerie de Mormoiron ainsi que les projets visant à créer 2 pôles hospitaliers dans le département, contribuent à la dégradation des conditions de vie au travail pour les agents et à des services publics de plus en plus inaccessibles pour les usagers.

La CGT FINANCES PUBLIQUES 84 réaffirme que l'administration doit recruter à hauteur des besoins : pourvoir les postes vacants et créer des postes statutaires pour le bon fonctionnement des services ; afin que les agents effectuent leurs missions dans les meilleures conditions possibles.